

il est assez contradictoire d'affirmer que d'une part les fusées soviétiques d'interception SA-10 et SA-X-12 apparemment violent l'esprit du traité ABM, mais que d'autre part une version anti-missile du Patriot serait elle absolument légale. Ainsi que l'observe Jonathan Stein, "although the legality of tactical BMD, if unambiguously limited in scope and range, is not now in question, a theater BMD would seriously violate the ABM Treaty on a number of counts".¹¹⁹

5°) En dernier lieu, les coûts de déploiement d'une série de 1,000 Patriots améliorés en vue d'une mission anti-missile seraient astronomiques. Dans leur forme actuelle, les 525 Patriots commandés par le Pentagone vont coûter au moins 11 milliards de dollars.¹²⁰ Dans leur version "SAM upgraded", les prévisions de déboursés pour seulement une centaine de Patriots s'élèveraient déjà à environ 24 milliards.¹²¹ Dans ce contexte, il n'y a rien de surprenant au fait que les Allemands et les Français soient apparemment d'accord sur une chose: les Américains devront défrayer une somme très importante du coût total d'une défense AMBT en Europe.

5.2 - La France et l'initiative de défense européenne

Face à la question des AMBT, la France pouvait refuser de s'engager en prétextant qu'une telle défense ne serait ni plus ni moins qu'un sous-produit de l'IDS, où bien elle chercherait à s'intégrer plus à fond avec la RFA et les États-Unis au niveau de la sécurité européenne. À cet égard, Paris n'a pas eu tellement le choix. Premièrement, une variété de nouvelles menaces projetées par l'URSS rendent davantage difficile, voire impossible, la "sanctuarisation" du territoire français. Le perfectionnement des missiles de croisière, des fusées balistiques tactiques, des armements air-sol et des bombes "déposées" sur les objectifs par avions, pour ne nommer que ceux-là, avec en plus la probabilité accrue qu'ils utiliseront des munitions ou des roquettes conventionnelles